[illegible] arriver à ce but, une belle occasion est [illegible] d'ici quelques jours ; et ici je m'a[illegible] aux électeurs consultés du 2 janvier [illegible] leur prédécesseur du grenier, de bon [illegible] de leur ancien pleutre phraseur, [illegible].

Et vous, d'vous braves travailleurs — qui vous en souvenez ? — *j'vous demande vous commande de voter, uniquement pour les candidats qui ont mis en tête de leur programme :*

Il vous faut à-t-le droitière, une énergique protection contre la concurrence [illegible] et ont signé : A. Girard, M. Lecomte, A. Poulé, J. Trystram, P. Hayez, P. Bersez, Ch. Debierre, E. Bilon.

Tous ont fait leurs preuves : Honnêtes gens, ils ont toujours tenu parole et ils ne faillirent pas à celle qu'ils vous donnent.

Mais surtout ne votez jamais, travailleurs de la terre, pour les blancs-becs (les mécaudés, quoi !) qui n'ont même pas *daigné*, dans leurs professions de foi, parler de vos intérêts les plus chers.

Un agriculteur du Nord.

Commandant Legrand ET Général Jeannerod

Les délégués sénatoriaux qui se réunissent dimanche 6 courant pour choisir les candidats indépendants de l'Action libérale voteront en connaissance de cause ; en leur nom nous [illegible] nommer [illegible] les illustres patriotes [illegible] Commandant Legrand et Général Jeannerod.

Aussi bien, pour que des hommes de la valeur intellectuelle d'un Berlet ou d'un Maroix consentent à adopter nettement cette [illegible] programme d'un général [illegible] qu'il faut [illegible] ; il ne suffisait pas moins qu'un programme de notre consistance, et vraiment, la *Dépêche* n'avait que faire d'aborer pendant toute [illegible] cette inutile mais troublante manœuvre : « La Patrie est en danger. »

Où en voit par ailleurs ce qui forçait M. Jeannerod à délimiter sous une forme aussi plate sa plus-forme électorale : rien ne l'empêchait en vérité de dormir, comme un général en retraite qu'il est, sur la moitié lauriers de ses deux oreilles en attendant l'échec inévitable qui va couronner la dernière et la moins brillante de ses deux campagnes.

Peut-être le vénéré Père Jeannerod estime-t-il que si la notoriété ne malifie d'un quelconque Monnelary présenté à la signature du pouvoir d'entremettre, il en allait autrement du prestige du réformé d'un général de ce trempe.

« Noble parmi ceux » estime l'inévitable défiance de Berlaery et, sentant sur sa bonne pioche d'autrefois, il se mit en devoir de montrer à l'ennemi qu'une armée de sélectionnés ne fait pas peur à un héros de grandes manœuvres.

Inde deux colonnes progrès à submerger du désespoir les consciences dignes de *se mon* et le résultat opposition de ce paragraphe Sud :

« Mais on désespère pas, d'ailleurs, on tente, naturel, l'oralité pénétrant. Le remède est à notre portée. En vingt-quatre heures, j'ai [illegible] et la Légion d'honneur pourrait être [illegible] compagnon des hommes qui y sont liés et [illegible] compromettant la force et l'avenir. Alors, [illegible] France, formée sera réorganisée, la pourra regarder avec confiance ses frontières. On n'y touchera pas. »

Ou n'est pas plausible : Si nous avons quatre vingt-dix neuf chemins de sombre dont un [illegible], une seulement d'elles de mettre à [illegible] ce qui est M. Jeannerod, visiblement [illegible] de salut, remette notre armée à neuf, c'est que M. Jeannerod devienne, avant qu'il soit trop tard, ministre de la guerre.

Un remède si proche du mal est, avouons-le, bien trouvé et beaucoup hésiterait avec donc avant de refuser à la Patrie agonisante ce remède de bonne humeur, le seule drogue capable de la sauvegarder.

En vain de nous bien comprenions les chances de M. le Commandant, également en retraite, Legrand, le l'assidéraire faite candidat qui s'indiale, dans le même esprit « Ministre de la guerre désigné. »

P. D.

Parrainage compromettant

MM. Jeannerod et Dumont se font accompagner dans leurs visites aux électeurs par M. Dinouhl, conseiller général d'Esquermes.

Un tel parrainage est traite sans profession de foi. Au point de vue politique, c'est le cléricalisme ultramontain, parti de recul, d'opposition des consciences, de privilèges et d'aventures ; au point de vue économique, c'est l'abandon de l'agriculture et de l'industrie nationales au profit de la concurrence étrangère.

M. Dinouhl, grand commanditaire du houblonne allemande, combattit avec acharnement les droits de protection réclamés par les houblonniers des Flandres et de l'Ascendinement d'Avesnes. Et MM. Dumont et Jeannerod se recommandent de lui auprès des cultivateurs !

En ce qui concerne l'industrie, le protecteur des candidats prétendument libéraux professe la même indépendance de sentiments. Pourrait-il nous dire, par exemple, à quelle maison de construction il vendra le fourniture de l'important outillage installé à un boulangerie coopérative l'indépendante ? Que M. Dinouhl nous répondre avec franchise.

Et l'on verra sous quelle égide se placent les grands patriotes Dumont et Jeannerod.

A MM. les Délégués Sénatoriaux Républicains

MM. les Électeurs, attention !

Vous avez dû, des mois dires collistes de rayer un ou plusieurs noms de la liste établie par le Comité républicain Départemental.

Mettez-vous ! C'est un piège qui vous est tendu !

Chaque nom que vous supprimeriez serait une voix donnée à la réaction, aux adversaires de la République, qui que soit le masque dont ils s'affublent. — Dans la lutte actuelle, il ne saurait n'agir ni de sympathies, ni d'antipathies personnelles.

Deux « Blocs » sont en présence : celui de gauche qui veut est une garantie de paix, de sécurité, de liberté, de progrès ; celui de droite dont la tendance évidente est de ramener la République en arrière, vers la réaction, vers le Cléricaux et jusqu'à Cazenave !

Vous ferez donc « bloc » de vos suffrages, pour le « Bloc de Gauche ».

MM. les Délégués,

La République est à son heure décisive de son histoire. De résultat des élections sénatoriales dépend le chêne de Président de la République.

Si vous voulez éviter les ordonnances — et vous le voulez certainement — vous vous gardez d'augmenter d'une seule unité le contingent réactionnaire du Congrès, déjà si important malheureusement.

Vous songerez aussi que les élections du 7 Janvier ont répercuteront sur les élections Législatives. — Gardez-vous donc !

De votre discipline, comme de l'étroite solidarité qui lie tous les candidats du Congrès Républicain Départemental, dépendent les destinées du pays.

Tous aux urnes ! Pas de défaillances ! Comme un seul homme, votez tous pour les véritables défenseurs de la démocratie.

A. Girard, Maxime Lecomte, Augustin Poulé, Jean Trystram, Paul Hayez, Paul Bersez, Charles Debierre, Gérard Bilon.

RÉUNION A DUNKERQUE

Les candidats républicains se rendront à Dunkerque samedi prochain 6 janvier pour exposer leur programme.

La réunion aura lieu à 3 h. 1/2, à la salle Sainte-Cécile, place du Palais-de-Justice.

Réunion des délégués républicains

Les délégués sénatoriaux républicains sont informés qu'aussitôt après la proclamation des résultats du premier tour de scrutin, une réunion aura lieu salle Fauvan, 20, rue de l'Orphelin.

Il en serait de même après le deuxième tour, s'il y avait encore ballottage.

SERVICE SPECIAL NOS TÉLÉGRAMMES

PAIX OU GUERRE

L'opinion en Espagne

Madrid, 3 janvier.

La question marocaine est commentée dans la plupart des journaux de Madrid, notamment l'*Imparcial*, le *Heraldo*, le *Correo*, le *Diario*, l'*Universal Correspondencia* et les feuilles militaires. Les commentaires sont en général pessimistes sous l'impression produite par les articles de la presse étrangère et surtout allemande, qui pressent les Espagnols de donner des résultats des travaux de la conférence si l'Allemagne persiste à vouloir jouer un rôle prépondérant auprès du sultan et s'appuie aux droits acquis par les traités des autres puissances.

Relevant les dispositions de la majorité de l'opinion publique, la presse espagnole se prononce pour le maintien des ententes avec la France et l'Angleterre, tout en proclamant la nécessité d'insister pour la défense non seulement des droits acquis de leur pays, mais aussi de ses aspirations au Maroc.

Dans le programme de la conférence, ce qui intéresse le plus les Espagnols, c'est l'idée des mesures pour réprimer la contrebande de guerre, mesures qui regardent les fabricants d'armes en Espagne ; ensuite l'organisation de la police marocaine avec l'assignation de zones séparées aux puissances européennes pour cette organisation. L'idée d'attribuer Mogador à l'Allemagne, avec l'influence sur les marchés et les propriétaires du littoral de l'Ouest, ne plaît pas du tout en Espagne.

Que M. Bincoll aura répondu avec franchise.

Et l'on verra sous quelle égide se placent les grands patriotes Dumont et Jeannerod.

A MM. les Délégués Sénatoriaux Républicains

MM. les Électeurs, attention !

Vous avez dû, des mois dires collistes de rayer un ou plusieurs noms de la liste établie par le Comité républicain Départemental.

Mettez-vous ! C'est un piège qui vous est tendu !

Chaque nom que vous supprimeriez serait une voix donnée à la réaction, aux adversaires de la République, quel que soit le masque dont ils s'affublent. — Dans la lutte actuelle, il ne saurait n'agir ni de sympathies, ni d'antipathies personnelles.

Deux « Blocs » sont en présence : celui de gauche qui veut est une garantie de paix, de sécurité, de liberté, de progrès ; celui de droite dont la tendance évidente est de ramener la République en arrière, vers la réaction, vers le Cléricaux et jusqu'à Cazenave !

Vous ferez donc « bloc » de vos suffrages, pour le « Bloc de Gauche ».

MM. les Délégués,

La République est à son heure décisive de son histoire. De résultat des élections sénatoriales dépend le chêne de Président de la République.

Si vous voulez éviter les ordonnances — et vous le voulez certainement — vous vous gardez d'augmenter d'une seule unité le contingent réactionnaire du Congrès, déjà si important malheureusement.

Vous songerez aussi que les élections du 7 Janvier ont répercuteront sur les élections Législatives. — Gardez-vous donc !

De votre discipline, comme de l'étroite solidarité qui lie tous les candidats du Congrès Républicain Départemental, dépendent les destinées du pays.

Tous aux urnes ! Pas de défaillances ! Comme un seul homme, votez tous pour les véritables défenseurs de la démocratie.

A. Girard, Maxime Lecomte, Augustin Poulé, Jean Trystram, Paul Hayez, Paul Bersez, Charles Debierre, Gérard Bilon.

Le nouveau chef d'état-major général EN ALLEMAGNE

Dures appréciations

Berlin, 3 janvier.

Le colonel Gaedke, l'un des principaux écrivains militaires allemands, apprécie en ces termes le successeur du comte de Schlieffen :

« Le choix du général de Moltke était décidé depuis longtemps, et depuis longtemps le général de division de Moltke refusait d'accepter ce poste difficile de chef de l'état-major. C'est qu'en effet ce n'est pas une petite chose que de se mettre à la tête de notre armée. C'est dans le chef de l'état-major que l'on doit chercher le véritable commandant des troupes allemandes, et les qualités nécessaires telles qu'on les rencontre chez des douzaines de généraux ne suffisent pas pour occuper un pareil poste.

Depuis longtemps, dites-le, le général de Moltke refusait d'accepter les fonctions qui lui étaient offertes en faisant très ouvertement qu'il ne se contait pas à le hauteur d'une pareille tâche. Cette ne est signe de modestie qui milite d'être lous dans un temps où chaque conseiller de la nation s'imagine être appelé par Dieu aux plus hautes fonctions de l'Etat, c'est le trait d'un grand caractère.

Il est évidemment seulement que le général de Moltke n'est pas prédisté dans son rôle. Le grand nom qu'il porte ne suffit pas. Au contraire. L'ombre du plus illustre général du temps modernes devrait celui qui l'a sans doute devant les yeux.

Le général de division de Moltke est presque un inconnu dans l'armée. Il ne lui sera pas facile d'avoir en grand *stabmajor général* le premier subordonné. C'était sur d'autres que lui qui les yeux des officiers allemands se pencheront avec espoir. Qu'il ait quelques des dernières manœuvres impériales où du Kœuvre d'opposant du souverain chef de l'état-major général. Ces manœuvres ne furent pas heureusement pour le chef d'œuvre.

Je me rappelle que le comte de Waldersee, conducteur pour la première fois une grande manœuvre, de les choses se marchent pas en gré de ses vœux, le vieux maréchal de Moltke — notre grand stéal — lui dit sur un ton tranquille : « Eh ! oui. Excellence, ce n'est pas si facile que de conduire les grandes manœuvres. » Je me suis souvenu de ces paroles en fin à Cobleniz. A vrai dire, la différence était frappante. Tout fonctionnait le par ordre supérieur à merveille, à peu près comme un théâtre de propres ou les marionnettes sont attachées à des fils de fer.

M. de Moltke possède cependant un grand avantage : il ne peut pas nous causer de déceptions, et s'il nous surprend, ce ne pourra être qu'en agréablement.

LES VOLEURS INTERNATIONAUX

Arrestation d'un avocat

Paris, 3 janvier.

M. Cavellion, juge suppléant au parquet de Marseille, chargé en ce moment d'instruire contre les « voleurs internationaux », a arrêté et retiché, cinq heures après, un avocat du barreau de Paris, M. Emile Destrez, parce que ce dernier avait refusé de lui donner l'adresse d'un de ses anciens clients, nommé Baudois, incriminé en ce moment dans l'affaire des voleurs internationaux.

— Ce n'est pas mon métier, avait répondu au juge M. Destrez. Les avocats défendent les inculpés, ils ne les livrent pas.

— Eh ou non, dit le juge d'instruction, je me vois obligé de vous mettre en état d'arrestation.

Il fit conduire M. Destrez sous bonne escorte, chez le commissaire aux délégations et n'en fut aussitôt opérer une perquisition à l'hôtel où il était descendu. Mais il n'y trouva rien qui pût fournir des éléments à l'instruction.

Nous avons vu ce matin, dit le *Temps* à ce sujet, Me Emile Destrez, et après lui avoir communiqué les renseignements que nous avions recueillis, nous lui avons demandé quelques détails complémentaires.

— Je n'ai rien à dire, nous a répondu Me Emile Destrez ; je ne dirai rien. Je l'ai promis à mon bâtonnier. Je tiendrai ma parole. L'affaire est entre les mains du ministre de la Justice. Il convient d'attendre.

Nous croyons savoir que dans les premières explications qu'il a été appelé à fournir, M. Cavellion aurait déclaré qu'il ignorait, lorsque s'est produit l'incident, la qualité d'avocat de Me Emile Destrez.

La Révolution en Russie

La Douma

St-Pétersbourg, 3 janvier.

Les bruits de retraite de l'amiral Birilof, ministre de la marine, sont démentis de tout lendemain.

La Malea déclare que la situation du comte Witte est plus solide que jamais.

Le même journal annonce que le Conseil des ministres n'est occupé de la question du boycottage éventuel de la Douma d'empire par certains partis politiques et de l'impossibilité pour de nombreux membres de la Douma, par suite de la grève des chemins de fer, de venir à Saint-Pétersbourg.

Le Conseil aurait décidé, en conséquence, du Bouv d'ont chaquante le nombre des membres de la Douma qui dévraient être présents à l'ouverture de la session, pour que l'Assemblée soit considérée comme légalement constituée.

Les morts et blessés à Moscou

Le *Slovo* annonce que les hôpitaux de Moscou comptent 9.000 blessés.

On a enterré ces trois dernier jours 670 victimes.

Le nombre des blessés qui ont été transportés dans les ambulances privées est encore inconnu.

Dans les provinces Baltiques

St-Pétersbourg, 3 janvier.

Les communications par chemin de fer de Mitau à Libau ont été rétablies hier. Les informations donnent comme terminant les bombardement de Windau ne reposent sur aucun fondement. A Libau, la poste et le télégraphe fonctionnent de nouveau.

L'agence télégraphique de St-Pétersbourg reçoit d'Riga les nouvelles suivantes :

Depuis quelques jours, de grèves générales se produisent dans les environs d'Hapsal. Des Esthoniens, qui paraissent être venus de la Livonie et qui se disent socialistes, pillent les maisons des seigneurs et incendient les bâtiments. Des propriétés terriennes, beaucoup de biens ruraux sont complètement détruits. Quelques propriétaires ont été faits prisonniers.

Des cosaques de l'infanterie et quatre-vingts propriétaires armés se sont mis à la poursuite des malfaiteurs.

On annonce que le gouverneur des provinces baltiques a demandé des renforts.

Pas de nouvelles du Cauchase

Saint-Pétersbourg, 3 janvier.

Les communications avec le Caucase sont complètement coupées depuis deux semaines.

Pendant ces deux semaines, on n'a reçu de Tiflis aucune correspondance ni même aucun télégramme de lieutenant-impérial comte Vorontzof-Dashkof.

TEMPÊTE ET NEIGE

Mort de froid

Toulon, 3 janvier.

Une violente bourrasque sévit en mer, la rade est momentanément consignée.

On signale qu'à Nans (Var), le nommé Antoine Emeric, cinquante-cinq ans, parti pour la chasse, est mort de froid dans le bois.

Menda, 3 janvier.

La neige tombe depuis huit heures avec une abondance extraordinaire. La couche déjà considérable augmente à vue d'œil. La circulation des trains se trouve gênée et la circulation ne tardera pas à être totalement interrompue si le chasse continue.

Cela provoque des appréhensions à cause des élections ministérielles de dimanche, le voyage à Mende des délégués de certaines régions montagneuses pouvant devenir très difficile et même impossible.

Le Fort Chabrol de Saint-Mître

St-Mître, 3 janvier.

Après quarante-huit heures de résistance aux gendarmes qui cernaient sa maison, Eugène Ferrier, l'anarchiste volontaire de Saint-Mître, s'est rendu.

La procureur de la République d'Aix, arrivé dans la matinée à Saint-Mître est apprenant que Ferrier avait, au cours de la conversation qu'il avait tenue la veille avec son beau-frère, manifesté le désir de se rendre à lui même, et prévenir M. Bonnet, ancien maire de Port-de-Bouc.

A deux heures, Ferrier, coiffé d'un béret basque, portant sous le bras gauche une épée monobloc et tenant son revolver de la main droite, se rendit à la mairie, où on le désarma facilement.

C'est un homme d'éducation supérieure, qui s'adonne passionnément à diverses traductions, dont une, ayant trait à un nouveau procédé pour le nickelage des moteurs, obtint un réel succès. Ferrier travaillait seul à un système d'aéroplane.

Petites Informations

PARIS

— Lord Cheylesmore lord maire de la cité de Westminster, accompagné de ses collègues du Conseil municipal, a quitté Paris hier soirée.

— La Président de la République a reçu, avec le cérémonial accoutumé, le prince Charles Bettanski, envoyé spécial du chah de Perse, et le Prince a déjeuner.

— La terre a passé cher aux mains avec elle, a son périlleux, c'est ce dire ce ne peut pas près de soleil ; au temps qu'il faisait à Lille où on n'est pas serait pas doute.

— Le théâtre Antoine, directeur des Bouffes-Parisiens, vit mort hier soir subitement dans sa loge.

— L'ex-frère des écoles chrétiennes qui dénonçait à M. Combes pour avoir fait conseiller par sa congrégation et chassé de son école comme bouche inutile, a obtenu 5000 francs et une rente viagère de 600 francs.

— M. Santos-Dumont démenti que le *Chicago Record Herald* lui ait commandé un dirigeable pour traiter le trajet du Pôle.

ÉTRANGER

— A Scheveningue (Nouvelle), le directeur du [illegible] Lorentzinck a, dans une crise d'aliénation, tué sa femme non moins alcoolique que lui.

— La *Gazette de l'Allemagne du Nord* déclare qu'aucun fonctionnaire allemand ne saurait être mêlé à l'affaire d'espionnage de Marseille.

— Par décret, le sportif des Hôtes admis à l'école des Sources de Brest est fixé au 1 janvier.

— A Salins, une jeune femme, Blanche Waterlemes, 24 ans, a été tuée d'un coup de poignard par Simon, ouvrier bitumier.

— Le docteur Bastons, qui considérait le longue-poule attequé à Marseille, a été relâché, son innocence étant établie.

— Les associations maritimes de Hatre remercient le gouvernement du vote de la loi sur le calme de prévoyance.

— Le jeune Georges Lepaire, qui avait été pris [illegible] M. Hubert, du 8 juillet, à Toulon, [illegible] [illegible].

— M. Jean-Baptiste Romeu, ancien président du Conseil général des Pyrénées-Orientales, juge de paix à Prades, père de M. Charles Romeu, vigilier de France en Andorre, est mort à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

— Hier soir, sur la ligne de Bougenais à Libourne, le train arrivant à Libourne à sept heures a tamponné la voiture de M. Gardé, propriétaire : deux personnes ont été tuées.

— Une automobile s'est drissée contre un arbre aux environs de Châtres-sur-Mayne : M. Bellier, ingénieur en chef de la Cie de l'Est, et son fils ont été blessés.

— La Chambre de Commerce française de Londres vient d'envoyer 20.000 francs pour les familles des victimes du *Bilda* qui habitent la région bretonne.

ÉTRANGER

— La santé du baron de Bildt qui s'est [illegible] depuis l'été de 1901, s'est sérieusement aggravée.

— Mlle. Cladrou de Gavrille-Roche, prétendant le ministère des colonies qu'à la rentrée des Chambres la interpellation sur l'administration scandaleuse autant qu'inhumaine du gouverneur de la Guadeloupe, M. Bouillonée.

— La banque impériale russe a élevé le taux de son escompte à 7 1/2 p. 100.

— Suivant un journal local, des individus de nationalité allemande se livraient en Tunisie à certaine sorte de propagande et d'espionnage : cette nouvelle est absolument inexacte.

— L'escadre russe de la Mer Noire est de Vigo pour effectuer des manœuvres. Elle deviendra samedi à Villagarcia.

— La Bulgarie vient de [illegible] [illegible] [illegible] la Serbie et la Bulgarie.

— Abdul-Hamid a [illegible] [illegible] Hilmi pacha, inspecteur général des réformes en Macédoine.

— Pendant la tempête qui a sévi [illegible] sur la mer Noire, un grand voilier français a pris [illegible] [illegible].

— Le nouveau préfet de Dubrovnik (Hongrie), M. Kovacs, a été, en arrivant pour prendre son poste, lynché par la foule : il ne survivra pas à ses blessures.

— M. H. Allize, ministre de France à Sofia, est parti par l'Orient Express, pour rejoindre son poste et continuer les négociations entamées à Paris pour le convention commerciale.

— Un train a déraillé hier matin à vingt milles de Glasgow ; [illegible] blessés.

— M. Leroux, ministre de France à Buenos-Ayres, a remis au président Quintana le diplôme de membre honoraire de la Société de géographie.

— Le président dégommé de la République de St-Domingue avait sur le point de tomber aux mains des rebelles. Les [illegible] [illegible] [illegible] prêts à intervenir.

— Une insurrection en dessine à Panama : les libéraux, qui l'organisent, espèrent forcer les [illegible] à mettre le main sur l'isthme.

— Le nouveau ministère japonais entrera en fonctions probablement lundi ou mardi. M. Takahira sera ministre des affaires étrangères.

LA RÉGION

LA SÉPARATION et l'archevêque de Cambrai

L'archevêque de Cambrai a adressé à son clergé une déclaration qui se termine par le règlement suivant :

« Article 1er. — A partir du 1er janvier, le matériel est supprimé et la laïcisation [illegible] [illegible] [illegible]